

Gérard Payen, conseiller pour l'eau du Secrétaire général des Nations unies (1)

Les milliards d'oubliés des services publics

En mars 2012, les gouvernements et des dizaines de milliers de personnes se réuniront à Marseille pour chercher des solutions aux problèmes croissants liés à l'eau sur notre planète. L'eau douce se renouvelle chaque année mais notre soif est incessante. Chaque année nous voulons en utiliser davantage parce que nous sommes plus nombreux, parce que l'économie progresse, parce que l'irrigation se développe. Avec comme conséquence des pénuries locales qu'il va falloir gérer de façon de plus en plus précise. En certains endroits, ces pénuries sont aggravées par les variations du climat. Nul doute qu'à Marseille les gouvernements vont discuter de ces problèmes de ressources en eau et probablement également des pollutions des eaux. Mais vont-ils se mobiliser pour permettre à chacun d'avoir un accès quotidien satisfaisant à de l'eau potable? Rien n'est moins sûr, et ce pour plusieurs raisons.

D'abord l'ampleur des besoins d'accès à l'eau potable est large-

ment sous-estimée par les opinions publiques. Les chiffres qui circulent édulcorent la situation. Il est fréquent d'entendre un responsable, ou même une institution, déclarer: «Un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable.» Hélas, la réalité est bien pire. Ce milliard correspond essentiellement à ceux qui n'ont même pas accès à un puits cimenté pour le protéger des contaminations animales. Il est évidemment urgent de leur assurer cette protection. C'est l'objectif visé par le programme mondial dit des Objectifs du millénaire (ODM). Mais ce sont probablement 4 milliards de personnes, plus de la moitié de l'humanité, qui n'ont pas accès à l'eau courante.

À la différence des Français, qui eux bénéficient de services publics de qualité, près de 3 milliards de personnes n'ont aucun robinet d'eau, ni chez elles, ni à proximité immédiate, tandis qu'un milliard, voire davantage, ont des robinets qui ne coulent que de façon intermittente, quelques heures par jour

ou quelques heures par semaine. Dans ce deuxième cas l'eau n'est pas forcément potable car souvent des infiltrations dangereuses pénètrent dans les tuyaux dans les périodes d'interruption du service. Quelle est la qualité de l'eau utilisée par ces 4 milliards de personnes? Personne ne le sait. Les statistiques mondiales ne fournissent pas cette information. Il est clair cependant que ce sont des milliards de personnes qui utilisent de l'eau de qualité douteuse.

Mettre davantage d'eau dans les tuyaux n'apporte pas une goutte à ceux qui doivent aller au puits.

Ainsi la réalité de la fracture sociale entre ceux qui bénéficient de services publics de qualité et les oubliés de ces services est-elle largement ignorée, en particulier dans les pays développés où l'ac-

cès à l'eau courante est devenu tellement banal qu'on n'y fait plus attention. Si les efforts utiles entrepris pour mieux gérer les ressources en eau bénéficient à ceux qui ont la chance d'avoir accès aux services publics, ils ne bénéficient pas à ceux qui en sont exclus. Mettre davantage d'eau dans les tuyaux n'apporte pas une goutte à ceux qui doivent aller au puits ou qui n'ont d'autre choix que d'acheter de l'eau à des vendeurs ambulants.

Les problèmes de pénurie de ressources en eau et d'accès à l'eau sont bel et bien distincts. Les confondre peut conduire à une mobilisation insuffisante en 2012 à Marseille pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Des progrès très importants ont été faits. Environ 550 millions de personnes ont accédé aux réseaux d'eau potable entre 2000 et 2008. Mais, avec une croissance démographique de 635 millions dans la même période, cela signifie que le nombre de personnes qui ne bénéficient pas de ces équipements est en augmentation.

Les gouvernements doivent donc adopter des politiques plus ambitieuses et mobiliser davantage les opérateurs professionnels, publics et privés, pour les mettre en œuvre. Le Forum de Marseille sera une occasion exceptionnelle de dépasser les querelles de clochers auxquelles nous sommes habitués et d'affronter les réalités en face: des milliards d'hommes n'ont que faire des polémiques répétées qui ne leur servent à rien, ils ont besoin d'un meilleur service collectif d'eau potable. L'Union européenne et de nombreux pays, tout comme la fédération AquaFed, ont reconnu qu'ils y ont droit. Pourtant le nombre de ceux qui attendent et vivent cette injustice augmente toujours. À Marseille, un sursaut sera nécessaire. Il ne se produira que si gouvernements et opinions publiques ouvrent les yeux sur les difficultés d'une moitié de l'humanité.

(1) Gérard Payen est également président d'AquaFed, la Fédération internationale des opérateurs privés de services d'eau.